

Léotard aux Rwandais : « négociez »

Jean Chatain

L'Humanité, 30 juin 1994

FRANÇOIS LEOTARD, ministre de la Défense, est arrivé mercredi matin à Goma, l'une des bases zaïroises de l'intervention militaire française au Rwanda. Il est accompagné de Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'Action humanitaire et aux Droits de l'homme.

Vers midi, le ministre de la Défense a visité dans le sud-ouest du Rwanda, à 15 kilomètres à l'est de la frontière zaïroise, le camp de Nyarushishi, où 8.000 réfugiés tutsis sont regroupés. Il y a été accueilli par le colonel Didier Thibaut, qui commande le peloton de parachutistes du Commandement des opérations spéciales (COS) chargés de la protection du camp.

Cachés dans la brousse

Avant de pénétrer dans le camp, François Léotard a rencontré deux personnalités qui ont valeur de symbole, et de symbole sinistre, aux yeux des survivants du génocide : Mgr Tahdée Ntlihyurwa, évêque du diocèse de Cyangugu, qui n'a jamais caché sa sympathie active pour la dictature ; le préfet de la région, qui fut et reste l'un des grands coordinateurs des massacres dans toute cette partie du pays.

Puis François Léotard s'est entretenu avec plusieurs responsables du camp. Il s'est enquis de leurs besoins

alimentaires et sanitaires, et a assuré que la France allait envoyer « *très prochainement* » de l'aide humanitaire. Quant aux moyens donnés aux militaires français pour protéger les rescapés cachés dans la brousse qu'ils peuvent rencontrer au cours de leurs déplacements, le ministre ne s'est pas posé la question. Pourtant, tous les journalistes ayant accompagné le corps expéditionnaire ont pu constater que la réponse faite était trop souvent : continuez de vous cacher et attendez, nous repasserons d'ici quelque temps...

Près de petites tentes de plastique bleu ou vert, le ministre a discuté avec quelques enfants d'une dizaine d'années, leur demandant si les gendarmes et les soldats rwandais présents dans le camp étaient « *corrects* ». L'un d'eux lui répondant « *oui* », le ministre a pris l'air rasséréiné.

Accompagné notamment du commandant de l'opération « *Turquoise* », le général Jean-Claude Lafourcade, et du commandant du détachement français pour la zone sud-ouest du Rwanda, le colonel Jacques Rozier, François Léotard a déclaré aux journalistes que les militaires français n'étaient pas destinés à devenir « *une force d'interposition (...). Notre vocation, c'est de partir pour laisser la place aux organisations humanitaires et aux Africains (...). Il ne faut pas que la France se*

substitue aux Rwandais. »

Pour lui, « *la réponse* » aux problèmes du Rwanda « *ne peut pas être que française. La vraie réponse, c'est la mission des Nations unies* » et le Rwanda doit rester « *un pays multi-ethnique. La seule solution est politique (...), malgré le génocide* » qu'a connu le pays, a-t-il insisté. Ce dernier membre de phrase doit retenir l'attention : sans doute implique-t-il que Paris est décidé à peser de tout son poids pour contraindre le Front patriotique à s'asseoir à une même table avec les représentants du « *gouvernement intérimaire* » autoproclamé, c'est-à-dire avec les organisateurs du génocide en cours. On comprend dès lors l'insistance mise récemment sur les milices, présentées comme une entité née on ne sait d'où, semblant oublier qu'elles ne sont jamais qu'un outil que se sont donné le pouvoir politique et les FAR (Forces armées rwandaises). Persister dans ce comportement reviendrait à évacuer purement et simplement le problème de la responsabilité politique des massacres.

Cette volonté de gommer l'analyse politique de la situation en la repeignant aux couleurs de l'affrontement tribal irrationnel, dont les causes se perdraient dans la nuit des temps, se vérifiait à Paris avec la prestation du ministre aux Affaires européennes, Alain Lamassoure, devant l'Assemblée nationale. « *Il est hors de question pour la France de prendre part à un conflit ethnique* », a proclamé ce dernier, dans une formule qui renvoie dos à dos les deux camps, celui de la dictature et celui de l'insurrection populaire dirigée par le FPR.

Des grands moyens militaires

Au cours de son inspection des forces de l'opération « *Turquoise* », François Léotard, interrogé sur la disproportion entre certains des moyens militaires déployés (14 chasseurs-bombardiers d'appui tactique au sol Jaguar et Mirage F1-CT, par exemple), s'est contenté de répondre : « *Nous souhaitons ne pas avoir à nous en servir, mais il serait criminel de ne pas prendre toutes les précautions.* » Il a enfin souligné que l'opération était « *très lourde, car il faut projeter nos forces sur plus de 7.000 kilomètres* » et rappelé que, sur les 2.500 hommes, 1.000 assureront les interventions au Rwanda au profit des populations alors que les 1.500 autres assureront leur soutien.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a annoncé mercredi à Paris que le gouvernement, « *soucieux de garder le contact avec l'ensemble des parties* » au Rwanda, a décidé de désigner deux émissaires chargés des relations avec le FPR et avec le « *gouvernement intérimaire* ». Le directeur adjoint des Affaires africaines et malgaches, Yannick Gérard, « *est chargé des relations avec les autorités constituées dans les zones où s'exerce l'action des forces françaises* », soit dans le tiers ouest du pays tenu par les troupes de la dictature. Quant aux « *contacts déjà engagés avec le FPR* », ils sont confiés à l'ambassadeur Jacques Warin.

A Paris, l'ambassade du Rwanda reste toujours sans ambassadeur depuis que celui en titre a été relevé pour avoir dénoncé les responsabilités de l'équipe au pouvoir dans le génocide. Cela n'empêche pas le chargé d'affaires

qui le remplace provisoirement d'arroser les salles de rédaction de communiqués divers. Celui expédié hier par ses soins se termine par un appel à « *l'extension du mandat de l'opération "Turquoise" dans la "zone FPR" ».*